

Québec, le 3 décembre 2013

Monsieur Stéphane Bédard
Leader parlementaire du gouvernement
Cabinet du leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires, bureau 1.39
Québec (Québec) G1A 1A4


Cher collègue,

La présente vise à répondre à la question inscrite au feuillet par le député de Granby relativement au *Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles*, laquelle découle d'une interrogation de la Ville de Granby quant aux caractéristiques de l'enceinte devant entourer une telle piscine.

Par sa question, le député de Granby indique que « si le ministère s'en remet aux municipalités pour interpréter ses règlements, n'ouvre-t-il pas la porte à une réglementation différente dans chacune des municipalités? ».

À ce sujet, rappelons que l'objectif de la *Loi sur la sécurité des piscines résidentielles* est de favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement uniforme et que le Règlement adopté par le gouvernement vise essentiellement à contrôler et à protéger l'accès aux piscines résidentielles; un élément déterminant pour réduire les risques de noyade, principalement chez les jeunes enfants.

Par ailleurs, bien que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire soit chargé de l'application de cette loi, il ne lui appartient pas de décréter l'état du droit dans ce domaine et seul un tribunal pourrait le faire.

Ministère des Transports
29^e étage
700, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 643-6980
Télécopieur : 418 643-2033
ministre@mtq.gouv.qc.ca

Ministère des Affaires municipales,
des Régions et de l'Occupation du territoire
Aile Chauveau, 4^e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
Télécopieur : 418 643-1795
ministre@mamrot.gouv.qc.ca

Circonscription
Rez-de-chaussée
2240, rue Montpetit
Jonquière (Québec) G7X 6A3
Téléphone : 418 547-0666
Télécopieur : 418 547-1166

De plus, en vertu de cette loi, ce sont les municipalités qui sont responsables de faire appliquer le règlement du gouvernement. Les prescriptions de ce règlement constituent des normes minimales qui doivent être respectées partout au Québec en matière de piscines résidentielles, mais les municipalités peuvent également adopter un règlement contenant des normes plus sévères.

Advenant qu'un citoyen se considère lésé par l'application que fait la municipalité de la réglementation en vigueur, que ce soit une application jugée trop sévère ou trop laxiste, il peut contester les actions de sa municipalité devant le tribunal.

En ce qui concerne l'interrogation de la Ville de Granby, il importe de préciser que l'évaluation du respect d'une norme réglementaire doit être faite en fonction de la situation factuelle à laquelle elle s'applique et que chaque cas en est un d'espèce.

Néanmoins, il est notamment indiqué au Règlement qu'une enceinte entourant une piscine doit être dépourvue de tout élément pouvant en faciliter l'escalade. Cette norme tient compte du fait que si l'enceinte comporte un élément permettant à un jeune enfant d'y poser le pied et de s'y élever, cela réduit la hauteur effective de l'enceinte en deçà de la hauteur minimale de 1,2 mètre qui est prescrite par le Règlement. Dans ce cas, un tribunal pourrait alors considérer que l'installation est pourvue d'un élément pouvant en faciliter l'escalade et, en conséquence, déclarer qu'elle déroge aux normes prescrites.

Stéphane
Veuillez agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Sylvain Gaudreault